



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL MODIFICATIF N° 16 583-3
autorisant la SAS OLGA à exploiter une installation classée
pour la protection de l'environnement (ICPE) située « 2, rue Julien Neveu »
sur la commune de NOYAL-SUR-VILAINE**

**Le préfet de la région Bretagne
préfet d'Ille-et-Vilaine**

Vu la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution)

Vu le code de l'environnement, et notamment le livre V (partie législative et réglementaire) ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 16 583 du 19 janvier 1984, autorisant la société TRIBALLAT NOYAL à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement à NOYAL-SUR-VILAINE, « 2, rue Julien Neveu » ;

Vu la demande présentée le 26 avril 2022 par Monsieur Jean-Charles GALLÉE, responsable environnement de la SAS TRIBALLAT NOYAL située « 2, rue Julien Neveu » sur la commune de NOYAL-SUR-VILAINE ;

Vu le courrier de la préfecture d'Ille-et-Vilaine du 10 mai 2022 prenant acte du changement de la dénomination sociale de la SAS TRIBALLAT NOYAL, devenue SAS OLGA à compter du 1^{er} avril 2022 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 11 juillet 2022 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral modificatif notifié à la SAS OLGA par courrier recommandé avec accusé de réception le 27 juillet 2022 ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation doivent tenir compte, d'une part, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, d'autre part, de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a émis aucune observation sur le projet d'arrêté préfectoral qui lui a été notifié ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Modification de la dénomination sociale

L'article 1^{er}, alinéa 1°) de l'arrêté préfectoral n°16 583 du 19 janvier 1984 susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

« La société OLGA, située « 2, rue Julien Neveu » sur la commune de NOYAL-SUR-VILAINE, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions édictées au présent arrêté, à exploiter une unité de fabrication de produits laitiers. »

Article 2 : Modification du classement des installations

L'article 1^{er}, alinéa 2°) de l'arrêté préfectoral n°16 583 du 19 janvier 1984 susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

« L'unité de traitement du lait comprendra les installations concernées par les rubriques de la nomenclature des installations classées suivantes :

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activités, substance et mélange dangereux)	Nature de l'installation	Quantité autorisée
3642	3. a)	A	Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux 3. Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour : a) Supérieure à 75 si A est égal ou supérieur à 10.	Traitement et transformation	120 t/j
4130	2. a)	A	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 4.1.Toxiques - 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t.	Stockage acide nitrique en GRV 1 000 l	13,3 t
2921	1. a)	E	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) 2.9. Divers - 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW ;	TAR eau glacée : 2 x 800 kW TAR JACIR : 2 355 kW	3 955 kW
4735	1. b)	DC	Ammoniac. 4.7 Substances et mélanges nommément désignés La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg : b) Supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 1,5 t.	Salle des machines d'une capacité de 1 145 kg de NH3	1,15 t
2910	A. 2.	DC	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 2.9. Divers - A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) I) ou au b) IV) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) V) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion ^(*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.	Vapeur Clayton CH1 : 1 480 kW Vapeur Clayton CH2 : 1 650 Kw Vapeur Clayton CH3 : 1 400 Kw Thermopac : 697 Kw De Dietrich n° 1 : 490 kW De Dietrich n° 2 : 490 Kw CECID HX315 : 315 kW CECIDHX315 : 315 kW CECID INTEGRALGAZ : 320 Kw	7,2 MW
1185	2. a)	DC	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 1.1.Toxiques - 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation : a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.		634 kg

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activités, substance et mélange dangereux)	Nature de l'installation	Quantité autorisée
2915	1. b)	D	Procédés de chauffage 2.9. Divers - 1. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25° C) est : b) supérieure à 100 l, mais inférieure à 1 000 l.		420 l

A : Autorisation, E (Enregistrement), D : Déclaration, DC : Déclaration soumis au contrôle périodique.

Pour les rubriques mentionnées dans le tableau ci-dessous, l'activité est inférieure aux seuils de classement.

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activités, substance et mélange dangereux)	Quantité autorisée
1510	NC	Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts 1.5 Substances Combustibles	< 500 t
1511	NC	Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature 1.5 Substances Combustibles Entrepôts exclusivement frigorifiques.	< 5 000 m ³
1530	NC	Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues	< 1 000 m ³
1532	NC	Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues	< 1 000 m ³
1630	NC	Emploi ou stockage de lessives de soude ou de potasse caustique 1.6 Substances Corrosives	< 100 t
2925	NC	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques 2.9. Divers Accumulateurs électriques (ateliers de charge).	< 50 kW

»

Article 3 : Modification des conditions d'exploitation

L'article 2-II-7 de l'arrêté préfectoral n° 16 583 du 19 janvier 1984 susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

« L'ensemble des eaux usées autre que domestiques, seront déversées dans la station collective exploitée par la SAS OLGA, site de « La Rivière », conformément à l'autorisation de déversement signée entre les deux sociétés. »

Article 4 : Publicité

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Rennes - 3, Contour de la Motte – 35 044 RENNES Cedex, ou dématérialisé via l'application « Télérecours citoyen », accessible depuis le site <https://www.telerecours.fr> :

1. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
2. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°

Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le directeur départemental des territoires et de la mer d'Ille-et-Vilaine et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS OLGA, et dont une copie sera adressée à la maire de la commune de NOYAL-SUR-VILAINE.

Fait à Rennes,

Pour le préfet,
le secrétaire général,

Le 13/09/2022



Ludovic GUILLAUME